L’exemple du chef

Partage international n° 416 – Avril 2023

Le monde semblait prendre une direction rétrograde et destructrice lorsque Donald Trump et Jair Bolsonaro dirigeaient respectivement les Etats-Unis et le Brésil, et que David Malpass présidait la Banque mondiale. Aujourd’hui, la situation semble très différente sous la présidence de Joe Biden, de Luiz Inacio Lula da Silva (mieux connu sous le nom de Lula) et très probablement d’Ajay Banga s’il est élu comme le prochain président de la Banque mondiale.



Photo : Jefferson Rudy/Agência Senado de Brasilia, Brésil , CC PAR 2.0, via Wikimedia Commons
Luiz Inacio Lula da Silva

Jair Bolsonaro était bien connu pour mener une politique d’accélération de la déforestation de l’Amazonie au Brésil, mais depuis que Lula a pris ses fonctions en janvier 2023, les premiers chiffres mensuels sur la déforestation ont indiqué une baisse de 61 % par rapport à janvier 2022, qui avait enregistré la déforestation la plus importante pour ce mois-là depuis 2015. Ce n’est probablement pas une coïncidence si, à la mi-janvier, les agents environnementaux brésiliens ont lancé leurs premiers raids contre l’exploitation forestière sous la présidence de Lula, qui s’était engagé à mettre fin à cette destruction. Le Fonds pour l’Amazonie, administré par le Brésil et soutenu principalement par la Norvège et l’Allemagne, a été réactivé par la ministre de l’Environnement Marina Silva le jour où elle a pris ses fonctions en janvier 2023. Il était gelé depuis 2019 pendant l’administration Bolsonaro. Il faudra peut-être des années pour que les objectifs de conservation fixés par Lula soient atteints, mais les débuts sont prometteurs.

Sous la présidence de David Malpass, la Banque mondiale a injecté plus d’un milliard de dollars dans des projets liés aux combustibles fossiles, alors qu’elle s’était engagée en 2021 à aligner ses pratiques de prêts sur l’Accord de Paris. Choisi par D. Trump, D. Malpass a été critiqué pour ne pas avoir soutenu vigoureusement les projets de lutte contre le changement climatique et pour avoir douté publiquement que la combustion de carburants fossiles est à l’origine du réchauffement planétaire, fait établi scientifiquement. Le tollé suscité par ce dernier point pourrait avoir provoqué sa décision de quitter ses fonctions de président un an plus tôt que prévu.

Ajay Banga, ancien directeur général de Mastercard, proposé par le président Biden pour remplacer D. Malpass, apporterait un souffle nouveau. Alors qu’il dirigeait Mastercard en 2020, l’entreprise a créé la *Priceless Planet Coalition* (Coalition pour une planète unique), un groupe d’une centaine d’entreprises qui investissent dans la préservation de l’environnement. Et bien qu’il ne soit pas expert en climat à proprement parler, il est réellement préoccupé par le changement climatique – en particulier par son impact négatif sur les personnes socialement et économiquement vulnérables. S’il est élu, il pourra contribuer au financement de la lutte contre le changement climatique. Rachel Kyte, ancienne vice-présidente de la Banque mondiale et envoyée spéciale pour le changement climatique, a déclaré que A. Banga avait une bonne connaissance *« des macro-investissements nécessaires pour que l’argent aille aux énergies vertes plutôt qu’aux énergies grises ».* Le conseil d’administration de la Banque mondiale devrait élire son nouveau président d’ici le mois de mai.

Outre les 370 milliards de dollars de nouvelles dépenses consacrées au climat et aux énergies propres dans le cadre de la loi sur la réduction de

l'inflation récemment adoptée, le président Biden a annoncé la nomination de deux champions du climat à des postes importants au sein de son administration. Richard Revesz, avocat spécialiste de l'environnement et universitaire connu comme fervent défenseur du climat, est devenu en janvier son principal responsable de la réglementation. En février, Lael Brainard, économiste et vice-présidente de la Réserve fédérale connue pour avoir fait valoir les risques financiers engendrés par le changement climatique, est devenue sa principale conseillère économique. Ces nominations témoignent de l'intention de J. Biden de recourir aux décrets présidentiels pour lutter contre le réchauffement climatique au cours des deux dernières années de son mandat, étant donné que la prise de contrôle de la Chambre des Représentants par les Républicains à mi-mandat signifie probablement qu'aucune nouvelle loi favorable à l'environnement ne sera adoptée pendant cette période.

L. Brainard devrait jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de la loi sur la réduction de l'inflation, en apportant son expertise sur les effets réels de la politique climatique, et R. Revesz sera effectivement le gardien de toutes les nouvelles réglementations fédérales, y compris les nouvelles règles climatiques, dont il a soutenu un grand nombre tout au long de sa carrière. Selon le *New York Times,* R. Revesz *« pourrait être le premier responsable de la réglementation de la Maison-Blanche à être au fait de l'évaluation scientifique du pays sur le changement climatique et de son puissant pouvoir juridique en matière de défense des réglementations environnementales ».* Sa nomination représente un changement radical. De Trump à Biden, de Bolsonaro à Lula, et potentiellement de Malpass à Banga, l'exemple du chef compte.

Sources : Reuters ; Associated Press ; The New York Times, Etats-Unis
Thématiques : environnement
Rubrique : S.O.P. — Sauvons notre planète